

Brochure n° 3332

Convention collective nationale

IDCC : 2564. – **VÉTÉRINAIRES**
(Praticiens salariés)

■ *Journal officiel* du 1^{er} janvier 2010

**Arrêté du 18 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des vétérinaires praticiens sala-
riés (n° 2564)**

NOR : MTST0931372A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2006 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
5 novembre 2009, portant extension de la convention collective nationale des
vétérinaires praticiens salariés du 31 janvier 2006 et des textes qui l'ont
modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 13 du 2 juin 2009, relatif à l'égalité professionnelle, à la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête,

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du
15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des vétérinaires praticiens salariés du 31 janvier 2006, les dispositions de

l'avenant n° 13 du 2 juin 2009, relatif à l'égalité professionnelle, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – L'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/34, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.